

LA JOURNÉE EUROPÉENNE

Les eurodéputés ne veulent plus du “c’est la faute à Bruxelles”

Votre pays est membre de l’Union européenne? Vous ne voulez pas assumer une politique impopulaire? Ou être accusé de manquer d’ambition? La solution est simple: remettez la faute sur “Bruxelles”. C’est à croire qu’il s’agit d’une des premières leçons qu’apprend un chef d’État ou de gouvernement européen, tant la pratique est répandue dans l’Union. Les eurodéputés ont donc demandé jeudi, à une large majorité, aux Vingt-huit de rendre publiques leurs décisions prises à différents niveaux du Conseil de l’UE, afin d’être plus transparents.

Le Parlement européen a ainsi suivi les recommandations faites en février 2018 par la médiatrice de l’UE, Emily O’Reilly, dont le rôle est d’enquêter sur les problèmes de mauvaise administration au sein des institutions européennes. Se réjouissant de ce soutien, M^{me} O’Reilly espère que ce vote *“aidera à convaincre les gouvernements nationaux – en cette année d’élections européennes extrêmement importante – de se mettre d’accord pour rendre le processus législatif européen plus ouvert au public afin de savoir qui prend réellement les décisions à Bruxelles”*, à savoir les États membres eux-mêmes. Ces recommandations sont longtemps restées lettre morte, le Conseil n’y ayant pas répondu dans les délais impartis, avant que la médiatrice décide de se tourner vers le Parlement *“compte tenu de l’importance de la question”*. À croire que les mêmes leaders qui s’étonnent du désamour des citoyens à l’égard de l’Union ne se pressent pas d’en miner l’une des causes, à savoir leur propre rhétorique.

Silvio Berlusconi vient à la rescousse de l’Europe

Après avoir dominé la politique italienne pendant plus de deux décennies, Silvio Berlusconi, 82 ans, s’apprête à vivre son aventure européenne. À l’entendre, il n’avait pas d’autre choix que de se porter candidat aux élections européennes, tant l’UE aurait besoin de sa sagesse. *“Au bel âge qui est le mien, j’ai décidé par sens des responsabilités d’aller en Europe, où il manque une pensée profonde sur l’avenir du monde”*, a déclaré jeudi l’ancien chef du gouvernement lors d’une réunion de son parti Forza Italia (FI, droite). Derrière ce sursaut d’altruisme, on peut aussi déceler la volonté du milliardaire de se réfugier sur la scène européenne, après que son parti, Forza Italia, a été éclipsé par son jeune allié d’alors, Matteo Salvini, patron de la Ligue (extrême droite). Cela ne semble pas avoir découragé M. Berlusconi, qui a subi une opération à cœur ouvert en 2017 et qui fait toujours l’objet de procès pour subornation de témoins après ses soirées libertines “bunga-bunga”. *“Avec ma connaissance, mes expériences et ma capacité à convaincre, je pense pouvoir [...] faire comprendre aux citoyens européens que nous risquons de nous éloigner des valeurs occidentales”*, a-t-il expliqué. Grand sauveur des valeurs européennes qu’il dit être, M. Berlusconi ne va toutefois pas jusqu’à désavouer sa coalition de droite avec M. Salvini, qui dirige plusieurs régions et grandes villes italiennes.